

Questions orales

que nous reproche justement de ne pas avoir suffisamment réduit?

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je rappelle au ministre des Finances, au cas où il l'aurait oublié, qu'il fait partie du gouvernement. Les Canadiens s'en souviennent, eux. Il doit répondre de ces politiques qui, selon son propre Conseil économique, font du tort à l'économie canadienne.

Cet organisme, dont les membres sont nommés par le premier ministre, dit également ceci dans son résumé: «La politique choisie par le gouvernement pour lutter contre l'inflation menace de faire augmenter le chômage et le déficit fédéral. Comme la conjoncture diffère d'une région à l'autre, cette politique a des effets variables et parfois même regrettables, ce qui nourrit le ressentiment des régions et affaiblit l'unité nationale».

Le premier ministre est-il disposé à tenir compte de l'avis de son Conseil économique et à renoncer à une politique qui non seulement fait du tort aux régions, mais affaiblit aussi l'unité nationale? Ne va-t-il pas donner suite à ces conseils?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'avais d'excellentes raisons pour faire allusion à l'inertie du Parti libéral, qui refuse de parler de politique budgétaire et qui a fait obstacle au gouvernement et à toutes les initiatives que celui-ci a prises pour comprimer le déficit.

C'est la duplicité, le cynisme du Parti libéral qui m'ont amené à faire cette déclaration.

S'il faut d'autres preuves aux Canadiens, il leur suffit de voir ce que le Sénat libéral fait en ce moment. Les sénateurs libéraux bloquent l'adoption des projets de loi C-21, C-28 et C-69.

Si ces trois projets ne sont pas adoptés, le déficit va s'alourdir de plus de 8 milliards de dollars, ce qui ne sera pas sans avoir des conséquences sur les taux d'intérêt et sur la compétitivité des entreprises canadiennes. Le député devrait avoir l'honnêteté de tenir compte de ces problèmes.

Des voix: Oh, oh!

• (1420)

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, à propos d'honnêteté, le ministre aura-t-il l'honnêteté de dire qu'il. . .

M. le Président: Je crois qu'il vaudrait beaucoup mieux que les deux côtés de la Chambre laissent tomber cette allégation.

M. Crawford: C'est lui qui a commencé.

Des voix: Oh, oh!

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, les Canadiens voudront savoir pourquoi le ministre des Finances a tout fait pour éviter de répondre aux critiques de la politique gouvernementale par le Conseil économique.

[Français]

Monsieur le Président, le Conseil économique n'a pas mentionné le Sénat; le Conseil économique n'a pas mentionné les Libéraux, il a parlé directement et carrément des politiques de ce gouvernement. Et selon le Conseil économique, ces politiques ont causé un grave préjudice et tort à l'économie de ce pays.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, si je parle du Sénat et du Parti libéral, c'est uniquement pour dire que nous nous efforçons de faire quelques-unes des choses que nous devrions faire selon le Parti libéral et que nous convenons devoir faire. Le Parti libéral et les sénateurs libéraux sont en train de nous mettre des bâtons dans les roues et cherchent à nous empêcher de réaliser, les choses mêmes que nous devrions réaliser, selon ce document et selon le chef de l'opposition. Nous essayons de réaliser ces choses, mais il nous faut pour cela la collaboration du Sénat, du chef de l'opposition et du chef du Parti libéral qui, je crois, est à la tribune en ce moment.

* * *

LE SÉNAT

M. Tom Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Justice.

Lundi, la ministre de la Justice a été catégorique. À son avis, les récentes nominations de sénateurs n'enfreignent pas l'article 51A de la Constitution parce qu'elles sont